PROJET

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT N°11/1065 DU 7 FEVRIER 2011

Entre :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole
(dénommée ci-après MPM)
Représentée par son Président, Monsieur Eugène CASELLI, agissant en vertu
D'une délibération du Conseil de Communauté du.....

Et :

La Ville de Marseille
(dénommée ci-après VDM)
Représentée par le Maire, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, agissant en vertu
d'une délibération du Conseil Municipal du.....

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence
(dénommée ci-après CCIMP)
Représentée par son Président, Monsieur Jacques PFISTER

Et :

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Bouches du Rhône
(dénommée CMA 13)
Représentée par son Président, Monsieur André BENDANO

PREAMBULE

Par convention n°11/1065 du 7 février 2011, MPM, la VDM, la CCIMP et la CAM 13 ont souhaité s'associer dans la mise en œuvre d'une action à conduire en partenariat auprès des commerçants, artisans, professions libérales et entreprises concernées par le chantier du Tunnel Prado Sud dont les travaux nécessaires à sa réalisation occasionnent des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains.

MPM a depuis, engagé d'importants travaux d'aménagement structurants dans le cadre de la semi-piétonnisation du Vieux-Port et l'extension du tramway sur la rue de Rome.

En raison des gênes et désagréments conséquents occasionnés par ces nouveaux chantiers sur la vie économique locale, MPM, la VDM, la CCIMP et la CMA 13 ont décidé d'élargir leur

partenariat tel que défini dans la convention du 7 février 2011 à ces deux nouvelles opérations, par avenant n°1 approuvé par délibération FCT 010-710/12/BC du 14 décembre 2012.

Par délibération FCT 005-335/13/CC du 28 juin 2013 de son Conseil, MPM a décidé d'élargir le champ de compétence de la Commission d'Indemnisation Amiable des préjudices commerciaux aux travaux de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la station de métro Bougainville et Saint Antoine à Marseille (15^{ème} et 16^{ème} arrondissements) et à des travaux de réfection du Centre-Ville de Marignane.

Ainsi, pour aider les professionnels riverains impactés par ces chantiers à traverser cette période difficile, MPM, la VDM, la CMA 13 et la CCIMP, en liaison avec leurs partenaires, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, MPM continuera à assurer la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer l'existence et le montant des préjudices d'exploitation subis.

La VDM pour sa part, qui a déjà engagé une politique active à travers son Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial, poursuit son action en faveur de la dynamisation et de la modernisation du tissu commercial.

La CCIMP est engagée dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

La Ville de Marignane a engagé de lourds travaux dans le cadre de la rénovation de son centre ville.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La CCIMP, partenaire institutionnel des commerçants et des entreprises, et la CMA 13, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES :

Article 1 – Mise à disposition de correspondants référents :

Afin de faciliter toutes ces démarches pour les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises concernées, il a été décidé de nommer des collaborateurs CCIMP et CMA 13 qui seront les correspondants référents.

Article 2 – Missions des correspondants référents :

Ces collaborateurs, basés dans les locaux de la CCIMP, rue Sainte Victoire et de la CMA 13, 5 boulevard Pèbre, seront identifiés et leurs coordonnées seront communiquées :

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- de les aider dans les démarches relatives à l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la CCIMP ou de la CMA 13,
- de les conseiller dans la limite de leurs compétences et prérogatives dans la constitution desdits dossiers.

La CCIMP et la CMA 13 réceptionneront, chacune pour leurs ressortissants respectifs, les dossiers renseignés en retour. Les commerçants et artisans bénéficiant de la double immatriculation choisiront de s'adresser à l'une ou à l'autre des deux institutions.

Article 3 – Modalités d'exécution :

LA CCIMP et la CMA 13 s'engagent à :

- mettre à disposition des commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
à partir de Septembre 2013, pour les professionnels riverains du chantier du BHNS Bougainville/Saint Antoine,
à partir de septembre 2013, pour les professionnels riverains du chantier de réfection du Centre-Ville de Marignane,
 - * deux personnes au plus pour chacune des deux institutions,
 - * les coordonnées téléphoniques et adresses e-mails des correspondants référents,
 - * et à tenir à jour pour le «Comité de Suivi» défini dans l'article 4 toutes les informations relatives au fonctionnement du dispositif mis en œuvre.
- délivrer un accusé de réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation,
- inscrire la date de réception sur le dossier d'indemnisation
- transmettre à MPM les dossiers d'indemnisation au plus tard dans les 48 heures suivant leur réception.

MPM s'engage à :

- remettre à la CCIMP et à la CMA 13 les dossiers de demande d'indemnisation en nombre suffisant pour répondre aux sollicitations,
- envoyer un accusé réception aux commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- faire parvenir à la CCIMP et à la CMA 13 une copie de cet accusé de réception,
- informer le personnel affecté à ces missions par la CCIMP et la CMA 13,
- à tenir à jour pour le «Comité de Suivi» défini dans l'article 4 un état statistique permettant de mesurer le nombre et le montant des indemnisations accordées,
- exonérer l'ensemble des professionnels riverains desdits chantiers situés sur le domaine public communautaire, des redevances d'occupation du domaine public, à compter d'Avril 2013 et pour toute la durée des travaux-

En ce qui concerne les demandes d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur la publicité lumineuse :

La VDM s'engage à :

- exonérer l'ensemble des professionnels riverains situés sur le domaine public municipal des redevances d'occupation du domaine public et les taxes sur la publicité extérieure :

* du chantier de réalisation du BHNS Bougainville/Saint Antoine à compter d' avril 2013 et pour toute la durée des travaux

En ce qui concerne les reports d'échéances de charges fiscales et sociales :

LA CCIMP et la CMA s'engagent à :

- établir une procédure adaptée avec les organismes fiscaux et sociaux,

MPM, la VDM, la CMA 13 et la CCIMP s'engagent à se communiquer dans les plus brefs délais toute information ou toute difficulté relative à la bonne application des présentes.

Article 4 – Comité de Suivi :

Pour assurer une bonne coordination des modalités d'exécution de la présente convention, MPM mettra en place un «Comité de Suivi» composé, outre les services techniques et administratifs, de :

- MPM : 1 élu
- VDM : 1 élu
- CCIMP : 1 élu
- CMA 13 : 1 élu

Ce «Comité de Suivi» se réunira chaque fois qu'il le jugera nécessaire pour le bon accomplissement de la mission en objet.

Article 5 – Communication.

MPM assurera, conjointement avec la VDM, la CMA 13 et la CCIMP, la maîtrise de toutes les activités de communication nécessaire à la mise en œuvre du bon déroulement et au suivi de ce dispositif. Ces actions de communication devront faire l'objet d'une validation préalable par le «Comité de Suivi».

Article 6 – Confidentialité.

Les parties (MPM, VDM, la CMA 13 et CCIMP) s'engagent à garantir la stricte confidentialité des données dont elles auront connaissance dans le cadre des modalités d'exécution et de suivi de la présente convention.

Elles veilleront à mettre en application cette consigne auprès de leur personnel.

Article 7 – Responsabilité :

Au titre de la mission en objet, la CCIMP et la CMA 13 ne sauraient encourir vis-à-vis des tiers aucune responsabilité quant à l'aboutissement des demandes formulées dans le cadre des dossiers qui leur seront représentés.

En conséquence, MPM, la VDM et s'engagent à garantir la CCIMP et la CMA 13 de tout recours qui pourrait leur être intenté dans ce cadre.

Article 8 – Durée :

Le présent avenant est conclu pour une durée de 5 ans à compter de sa notification. Il peut être dénoncé à tout moment par l'un des signataires, avec un préavis de trois mois, par lettre R.A.R. Au-delà des 5 ans, il pourra être reconduit expressément.

Au delà des 5 ans, il pourra être reconduit expressément.

FAIT A MARSEILLE

Le,

**POUR MPM
M. Eugène CASELLI
Président**

**POUR LA VDM
M. Jean-Claude GAUDIN
Maire**

**POUR LA CCIMP
M. Jacques PFISTER
Président**

**POUR LA CMA 13
M.
Président**